

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle carrières, matériaux, déchets  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX

Nevers, le 23 juin 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SIEEEN**

La Bussière  
58500 RIX

Références : 220472

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2022 dans l'établissement SIEEEN, implanté au lieu-dit « La Bussière » - 58500 RIX. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite s'inscrit dans le cadre de l'action régionale « coup de poing incendie ». Cette action a pour objectif d'obtenir un état des lieux du niveau de respect des exigences réglementaires autour de la thématique du risque incendie.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIEEEN
- La Bussière - 58500 RIX
- Code AIOT dans GUN : 0005401855
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site est autorisé à exploiter une plate-forme de compostage de déchets verts et de la fraction fermentescible des déchets ménagers et assimilés.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- action régionale « coup de poing incendie ».

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 07/02/2001, article 1	/	Sans objet
Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 10	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie – points d'eau incendie	Arrêté Préfectoral du 07/02/2001, article 16	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie – extincteurs	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 19	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie – vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 19	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie – consignes incendie	Arrêté Préfectoral du 07/02/2001, article 16	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie – exercices	Arrêté Préfectoral du 07/02/2001, article 16	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une observation concernant le plan du site recensant les zones à risques a été formulée.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2001, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation prévue pour traiter 6 000 t/an de déchets sera réalisée en première tranche pour recevoir 1 500 t/an. Elle sera installée conformément au dossier de demande d'autorisation et exploitée sous réserve des prescriptions du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis en date du 23 août 2017 une demande d'antériorité pour l'ensemble de ses sites. En ce qui concerne ce site, l'exploitant a demandé à être soumis à autorisation pour : - les rubriques 2780-1 et 2780-2, avec une capacité de production supérieure à 10 t/jour, - la rubrique 2260-2d, avec une puissance du broyeur supérieure à 100 kW mais inférieure à 500 kW.  Il est indiqué à l'exploitant que, depuis cette date, le seuil de l'enregistrement est venu enrichir ces rubriques et qu'une note a été signée pour la prise en compte des déchets pour la rubrique 2780.
<b>Observations :</b> L'exploitant devra se positionner sur le classement de son site par rapport à la nomenclature des installations classées vis-à-vis de ces changements récents.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Localisation des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense les zones de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement. L'exploitant détermine pour chacune de ces zones de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphère explosive ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
<b>Constats :</b> L'exploitant a établi une liste des zones à risques de son site. Il a pris en compte le risque incendie et le risque lié à la circulation. Aucune zone à atmosphère explosive ou liée à des émanations toxiques n'est à observer sur ce site où aucun produit chimique n'est stocké. L'exploitant recense donc : une zone à risque incendie au niveau des stockages de déchets verts secs et deux zones à risques à cause de la circulation de camions ou télescopiques.  Un plan est affiché près de l'entrée du bâtiment du personnel illustrant ces zones. Il est d'ailleurs prévu qu'un grand plan soit installé dès l'entrée du site au niveau du portail général.
<b>Observations :</b> Le plan peut être amélioré en arrangeant la lisibilité des informations et en ajoutant le plan de rassemblement. De plus, la réserve d'eau n'apparaît sur le plan.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie – points d'eau incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2001, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement sera équipé de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et à l'importance de la station. On disposera au moins d'un poteau d'incendie normalisé de 100 m (débit 60 m <sup>3</sup> /h sous une pression dynamique minimale de 1 bar) ou d'une réserve de 120 m <sup>3</sup> et (...).
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait le choix d'installer une bache à eau de 240 m <sup>3</sup> à l'entrée de son site. Elle est commune à la plate-forme de compostage et à celle de tri/transit de déchet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Moyens de lutte contre l'incendie – extincteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : (...) - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. En cas de risque élevé d'incendie, l'installation est également dotée de robinets d'incendie armés situés à proximité des issues des bâtiments fermés. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents.
<b>Constats :</b> L'exploitant a demandé une expertise à EuroFeu en 2020 pour évaluer les besoins en moyens de lutte contre l'incendie. Le jour de l'Inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le compte-rendu de cette expertise.  Sur le site, côté compostage, on retrouve donc 1 extincteur près de la plate-forme de compostage et deux dans le bâtiment du gardien au centre du site.
<b>Observations :</b> L'exploitant pourra fournir à l'Inspection le rapport de l'expertise évaluant les besoins en moyen de lutte contre le feu sur ce site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Moyens de lutte contre l'incendie – vérifications périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait procéder à la vérification périodique et à la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les résultats des contrôles et, le cas échéant, ceux des opérations de maintenance sont consignés.
<b>Constats :</b> La société EuroFeu a en charge le contrôle des extincteurs présents sur site. La dernière vérification date du 2 décembre 2021. Aucune remarque n'a été formulée par le prestataire. Le précédent contrôle avait été réalisé par ce même organisme le 21 décembre 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Moyens de lutte contre l'incendie – consignes incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2001, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Des consignes particulières d'incendie seront établies. Elles seront affichées en permanence, de façon apparente et inaltérable, à l'intérieur du local et à l'extérieur, à proximité des accès. Le numéro de téléphone des services de secours et l'emplacement du moyen d'appel utilisable y seront indiqués.
<b>Constats :</b> Des consignes liées à l'incendie sont affichées sur la façade du bâtiment du personnel. On y retrouve, entre autres, les numéros de téléphone indispensables et le plan des zones à risques accompagné de l'emplacement des moyens de lutte contre l'incendie.  Dans le règlement intérieur du site, on peut aussi lire des consignes plus développées expliquant que le personnel peut tenter de circonscrire le début d'un incendie et doit aussi appeler les secours en cas d'incendie plus important non gérable par le personnel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Moyens de lutte contre l'incendie – exercices

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2001, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Le personnel sera entraîné à la lutte contre l'incendie.
<b>Constats :</b> Une seule personne travaille sur le site. Elle a suivi une formation « Équipier de première intervention » le 13 février 2019, avec maniement des extincteurs. L'attestation de cette formation a été fournie à l'Inspection. Un renouvellement est prévu pour 2022.  L'adjoint de cet agent peut être amené à le remplacer sur le site. Il a lui aussi participé à cette formation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet